

La critique conspirationniste de la technocratie

Olivier Dard

Professeur d'Histoire contemporaine, Sorbonne Université ; directeur du LabEx EHNE, « Écrire une histoire nouvelle de l'Europe »

Sous la direction de Christophe Boutin, Olivier Dard et Frédéric Rouvillois, les éditions du Cerf publient *Le Dictionnaire des populismes* (1216 pages). Cette note en reprend l'entrée « Technocratie ».

Mots clés : Antiaméricanisme, Amérique latine, complot, construction européenne, finance, internet, mondialisme, oligarchie, synarchie, Trilatérale.

La dénonciation des technocrates est devenue un lieu commun du discours politique et médiatique. Les « populistes » y ont assurément leur part mais les partis de gouvernement ne se privent pas de dénoncer certains symboles de la technocratie, notamment en France l'École nationale d'administration qu'Emmanuel Macron, ancien élève de l'établissement, envisage de supprimer. Il est donc de bon ton de critiquer le poids de la technocratie et de marquer sa distance avec elle. Les termes convenus de la controverse opposant politique et technocratie sont bien connus : les gouvernants, incarnant le politique, devraient avoir le dernier mot face à des technocrates cantonnés à l'expertise et au conseil et de ce fait, nullement décideurs. Or, les technocrates se voient régulièrement accusés de freiner ou de bloquer des réformes jugées nécessaires par des gouvernants soucieux de transformer et de moderniser les sociétés dont ils ont la conduite. Cette première série de critique en appelle une seconde, qui voit dans les technocrates des conseillers ou

administrateurs assimilés à des décideurs de l'ombre qui gouverneraient à la place des dirigeants élus et dévoieraient de ce fait le processus démocratique. Il existe assurément nombre de variantes dans ce discours de mise en cause qui peut prendre la forme de la dénonciation d'un complot technocratique.

Dans cette perspective, les dirigeants élus ne seraient que des marionnettes activées par des « forces occultes » aux ramifications internationales impressionnantes et relevant d'organisations ayant pour objectif de mettre l'Europe et le monde en coupe réglée. Dans nombre de discours de ce type, l'euro-péisation ou la mondialisation seraient à comprendre comme un projet dont les technocrates seraient les promoteurs et les suppôts. En regard, les gouvernements, et les démocraties libérales en particulier, ne seraient que des régimes politiques s'apparentant à des théâtres d'ombre où le « vrai pouvoir » ne résiderait nullement, dans les personnes ou les institutions librement élues au terme d'une compétition électorale pluraliste.

La consultation d'Internet donne à voir tout à la fois la force de ces discours où sont mis en cause aussi bien la Commission européenne que le forum de Davos. Gardons-nous cependant de considérer cette dénonciation des technocrates comme une nouveauté. Les critiques sur les technocrates et « l'énarchie » étaient déjà nourries dès les années 1960, du côté des droites radicales comme chez des intellectuels marxistes alors très en vue (*Positions : contre les technocrates* d'Henri Lefebvre est publié en 1967). Quant au « complot technocratique », il peut être historicisé.

L'apparition du « technocrate » comme acteur majeur d'une mythologie conspirationniste aux côtés du jésuite, du Juif ou du franc-maçon remonte au second conflit mondial et à l'affaire du prétendu complot de la synarchie, une organisation secrète qui aurait installé ses jeunes affidés technocrates au pouvoir à la fin de l'hiver 1941 dans le sillage de l'amiral Darlan. Si l'affaire est instructive quant aux mentalités de la France des années 1940, elle peut se lire aussi comme un indicateur éclairant de la montée en puissance d'un groupe social qui n'a cessé de se renforcer depuis les lendemains du premier conflit mondial et plus nettement encore dans le sillage de la crise des années trente où, en France notamment, les technocrates, face au désarroi des politiques, ont pu proposer leurs solutions comme des alternatives à des modèles libéraux jugés dépassés. On ajoutera que le développement de la technocratie, loin de

concerner le seul cas français, est un phénomène proprement transnational qui touche au XX^e siècle aussi bien les démocraties libérales que les États totalitaires, de l'URSS stalinienne au national-socialisme où il fut incarné par Albert Speer, dont les liens avec le ministre de Vichy Jean Bichelonne sont bien connus. Un élément, capital, qui avait été justement pointé par un contemporain, James Burhnam, dont l'essai marquant, *L'ère des organisateurs*, paru au lendemain du second conflit mondial, a été publié en France sous l'égide de Raymond Aron.

Si après le second conflit mondial les technocrates poursuivent leur ascension au cœur des États, et ce quelles que soient les orientations politiques des régimes, des États-providence européens à la dictature militaire brésilienne issue du coup d'État de 1964, en passant par l'Espagne franquiste des années 1960, les dénonciations à base complotiste se poursuivent en recyclant, en particulier en France, le mythe de la synarchie. Dans une partie des droites radicales, de la figure du polémiste antisémite Henry Coston à certains courants du traditionalisme catholique, la synarchie, telle l'hydre, renaît perpétuellement. Elle personnifie ainsi, dès les années 1960, la « subversion » affairiste, technocratique et mondialiste.

Le recours à la synarchie permet aussi de relire l'histoire contemporaine française, européenne et même transatlantique et de nourrir des commentaires d'actualité. Parmi les cibles, la construction européenne est en ligne de mire et la personnalité de Jean Monnet, homme-orchestre du commissariat au Plan et des premières institutions européennes (CECA, CEE) est privilégiée. Il aurait été ainsi, pour reprendre le vocabulaire d'Henry Coston, l'homme lige des « oligarchies cosmopolites » et de « la fortune anonyme et vagabonde » dont l'objectif serait toujours le même, celui de mettre « la France à l'encan ». On comprendra donc que Coston n'ait eu aucun mal, des décennies durant, à recycler son propos pour dénoncer différents groupements internationaux, du groupe de Bilderberg, institution privée lancée aux Pays-Bas en 1954, et dont la vocation est de faire se rencontrer les principaux « décideurs » politiques et économiques occidentaux, à la Trilatérale, fondée en 1973 par le banquier américain David Rockefeller et qui rassemble l'establishment international. Deux titres de brochures, *Le monde secret de Bilderberg. Comment la haute finance et les technocrates dominent les nations* (1986) et *Une nouvelle synarchie internationale. La Trilatérale domine les nations*

et asservit les peuples (1991) disent clairement la clé de lecture proposée et qui tient en une formule de Jacques Bordiot, un des proches de Coston : « Une main cachée dirige ».

Il serait sans doute vain de s'interroger sur le « populisme » d'Henry Coston dont la matrice du discours repose d'abord sur l'antisémitisme. Son propos n'en est pas moins fort instructif tant on peut constater que nombre de discours populistes contemporains anti-technocratiques recyclent un argumentaire déjà fort bien rodé qui met en scène la nation opprimée par l'oligarchie et le mondialisme. S'il est aujourd'hui moins question de synarchie, son ombre plane bien au-delà de la France. Et ce d'autant que Coston a entretenu un réseau étendu de correspondants, ce qui lui a permis de voir ses thèses se diffuser tandis qu'il acclimait pour des lecteurs français des auteurs étrangers, notamment d'outre-Atlantique.

Car ces discours et ces références ont eu de l'écho, au-delà des mers et notamment en Argentine, pays d'élection du populisme péroniste. Les péronistes en effet, durant les années 1960, à l'heure où l'ancien général et chef de l'État Juan Perón est en exil, se saisissent de la question pour dénoncer le danger que les forces « synarchiques » feraient courir au « socialisme national ». La revue *Las bases* définit la synarchie comme une conspiration internationale contre la nation, point de vue développé par deux intellectuels péronistes en vue, le philosophe Alberto Buela et le professeur de littérature Carlo Alberto Lisandro, ami de Perón et inspirateur idéologique majeur de la Concentration Nationale Universitaire. Lisandro, qui a consacré différents ouvrages à la synarchie durant les années 1970 et 1980, ne se contente pas d'opposer terme à terme péronisme et synarchie dans son ouvrage de 1983 *Peronismo o sinarquía*. Il reprend aussi à son compte la chaîne unissant la synarchie, Bilderberg et la Trilatérale pour dénoncer la « transition démocratique » espagnole des années 1980, certaines de ses figures de proue, comme Felipe Gonzalez (surnommé Felipillo), et surtout ses conséquences assimilées à une décomposition incarnée dans une idéologie « capitaliste-marxiste-socialiste » qui ne saurait conduire qu'à une « concentration » et à une « dissolution ». En résumé, tout l'opposé de la pureté et de la netteté que la Tercera Posición argentine est réputée incarner.

Le philosophe Alberto Buela, en liens avec Alain de Benoist et la Nouvelle Droite française, connaît fort bien la littérature hexagonale et notamment Henry Coston. Comme Lisandro, il oppose péronisme et synarchie. Mais il dénonce aussi la menace internationale de cette dernière qu'il assimile à une « colonisation culturelle » préparant une civilisation « technocratique et inhumaine ». À l'internationalisation de la technocratie, il faudrait donc répondre par une « unité » des « forces dirigées » de chacun des « continents ». En 1974, date de la première édition de son livre *La sinarquía o lo Nacional*, il en appelait à une union autour de Perón. La mort du général et l'échec d'Isabela Perón ont bouleversé ses plans, mais il faut bien considérer que cette relecture de la technocratie par le populisme argentin d'alors doit se comprendre comme un rejet de tout condominium américano-soviétique et, bien sûr, de l'impérialisme américain.

Ce dernier point est important pour saisir ce qu'a pu signifier à la même époque dans une partie de la gauche française le rejet de la Trilatérale. Dans un ouvrage paru en 1978 aux éditions sociales et intitulé *Démocratie croissance zéro*, l'universitaire Maurice Goldring, alors communiste, n'hésitait pas à accuser la Trilatérale de « fabriquer des présidents et des premiers ministres » (il visait Jimmy Carter aux États-Unis et Raymond Barre en France). Pour les communistes français d'alors, la Trilatérale incarne, selon les mots de Jean Kanapa dans *l'Humanité* (11 février 1978), « l'internationale du grand capital ». Mais cette vision du PCF n'est pas la seule à devoir être prise en compte, car, de l'autre côté de l'Atlantique, au Québec, Pierre Vallières, l'un des doctinaires majeurs du Front de libération du Québec, s'en prend vivement à la Trilatérale dans un essai de 1979 intitulé *La démocratie ingouvernable*.

Pour l'auteur du célèbre *Nègre blanc d'Amérique*, les thèses de Brzezinski qui ont irrigué les projets trilatéralistes sont de nature « techno-fascistes ». Ainsi, Vallières assimile les hommes de la Trilatérale à des « manipulateurs sociaux de l'ère technologique » qui « espèrent enfermer l'humanité dans un goulag planétaire, électronique, programmé par ordinateur et privé de tout réflexe critique. » Assurément, trois décennies après la chute du communisme à l'Est, le terme de « goulag » est daté. Mais le diagnostic posé par Vallières se retrouve dans nombre de dénonciations de nos sociétés actuelles, de même que résonne à des oreilles contemporaines l'ironie de l'économiste Charles Levinson qui, dans son ouvrage

Vodka Cola (1977), fustigeait dans le chapitre qu'il consacrait à la Trilatérale ce « conseil de famille austère » qui « juge avec sévérité nos excès démocratiques » et entendrait « nous placer sous tutelle ».

La technocratie comme ses critiques, au nom du complot, du populisme ou de la confiscation de la démocratie, si communément répandues aujourd'hui, ont donc une histoire, déjà riche et à forte dimension transnationale. Elle invite à se prémunir des dangers du présentisme et à bien prendre en considération que les populismes actuels, dans ce registre comme dans beaucoup d'autres, innoveront beaucoup moins que d'aucuns le croient ou veulent le croire.

Bibliographie :

Humberto Cucchetti, *Servir Perón : trajectoires de la Garde de Fer*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Olivier Dard, *La synarchie, le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, tempus, 2012 [réédition augmentée de l'ouvrage paru en 1998].

Pierre-André Taguieff, *L'imaginaire du complot mondial. Aspects modernes d'un mythe*, Paris, mille et une nuits, 2006.